
La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps

The writing of presidential speeches after terrorist attacks through time

La escritura de los discursos presidenciales después de los atentados terroristas a lo largo del tiempo

Laurie Boussaguet et Florence Faucher



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/23867>

DOI : 10.4000/mots.23867

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2018

Pagination : 95-115

ISBN : 979-10-362-0082-3

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Laurie Boussaguet et Florence Faucher, « La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 118 | 2018, mis en ligne le 05 novembre 2020, consulté le 02 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/mots/23867> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.23867>

La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps

Au lendemain d'un attentat terroriste, de nombreux discours dénoncent les attaques, rendent hommage aux victimes et aux secours, prônent le rassemblement et la détermination à lutter contre le terrorisme. En France, en 2015 et 2016, le président de la République s'est exprimé à plusieurs reprises et a occupé le devant de la scène publique dans les jours suivant les attaques. Si le contenu de ces discours est accessible et analysable (<http://www.vie-publique.fr/> ; Mayaffre, 2016 ; Boussagnet, Faucher, 2017b ; Faucher, Boussagnet, 2018), on connaît moins leur processus de production : comment sont-ils conçus par les acteurs de l'Élysée ? Quels sont les messages que ces derniers souhaitent faire passer ? Sur quels éléments s'appuient-ils pour construire ces messages ? Ces attaques ne sont pas les premières que connaît la France, mais pour analyser cette communication particulière il est utile d'opérer une comparaison diachronique au sein d'un même mandat présidentiel afin de saisir les logiques de construction discursive à travers le temps et à l'épreuve de la répétition des attentats. Dans cet article, nous comparons la production discursive élyséenne après les trois attaques de janvier (*Charlie Hebdo*, Montrouge et Hyper Cacher) et novembre 2015 (Stade de France, terrasses parisiennes et Bataclan) et du 14 juillet 2016 à Nice.

Cette analyse des discours présidentiels post-attentats s'inscrit dans un projet de recherche pour lequel nous avons mené un travail de terrain entre mars 2015 et mars 2018¹ et réalisé une trentaine d'entretiens auprès du Premier ministre et de ses collaborateurs, du ministre de la Justice, des collaborateurs du président, de ceux du ministre de l'Intérieur et de la maire de Paris, et des membres du Service d'information du gouvernement (SIG). D'autres acteurs politiques ont également été rencontrés. Nous mobilisons ici essentiellement les entretiens réalisés auprès des collaborateurs du président dont deux ont

1. SYMBOLITIQUE a bénéficié du soutien apporté par l'ANR et l'État au titre du programme d'Investissements d'avenir dans le cadre du Labex LIEPP (ANR11 LABX0091, ANR11 IDEX000502).

IUE, Florence
laurie.boussagnet@gmail.com
Sciences Po, Paris
florence.faucher@sciencespo.fr

été rencontrés à plusieurs reprises. Nous nous concentrerons sur les six premières allocutions présidentielles (deux après chaque attentat) qui durent chacune moins de cinq minutes en moyenne². Celles-ci étant peu nombreuses et relativement courtes, nous les avons analysées de manière qualitative et sans avoir recours à un logiciel de lexicométrie. Nous faisons ponctuellement référence aux discours plus longs prononcés par François Hollande. Nous mobilisons enfin une documentation primaire composée de l'agenda présidentiel et de documents de travail internes à l'Élysée auxquels nous avons eu accès et dont nous faisons un usage informatif : notes à destination du président, courriels internes aux équipes présidentielles³.

Nous structurons cet article autour de trois figures du président. Elles ne sont pas propres aux discours post-attentats et se retrouvent dans les travaux portant sur le président de la République (Bertrand, Dézé, Missika, 2007 ; Lacroix, Lagroye éd., 1992 ; Fleurdorge, 2012). Elles correspondent à trois dynamiques de construction de discours et leur intérêt est notamment heuristique. En période de crise, le président est celui qui rassure et qui, le premier, essaie de donner sens aux événements traumatisants (1). Il est celui qui écoute et rassemble les citoyens (2). Le président est enfin un élu, un acteur politique, attentif à la compétition et au calendrier électoral (3).

Le leader qui rassure et donne sens aux événements

La littérature sur la gestion des crises montre que, lorsqu'une crise se produit, la population se tourne vers son leader dont le rôle est de « nous sortir de la crise ; d'expliquer ce qui s'est passé et de nous convaincre que cela ne se reproduira pas » (Boin, Hart, Stern *et al.*, 2010, p. 1). En France, ce rôle est incarné par le président et ses conseillers, qui ont construit les discours et les gestes présidentiels en s'appuyant sur la présidence comme figure tutélaire pour rassurer la population en montrant que le pouvoir politique sait réagir et donner du sens aux événements.

2. « Allocution à la suite de l'attentat au siège de *Charlie Hebdo* » du 07/01/2015 et « Adresse à la Nation à la suite des événements des 7 et 8 janvier 2015 » du 09/01/2015. « Déclaration du Président de la République à la suite des attentats terroristes à Paris » du 13/11/2015 et « Déclaration à l'issue du Conseil de défense » du 14/11/2015. « Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'attentat terroriste à Nice » du 15/07/2016 (à Paris) et « Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'attentat terroriste à Nice » du 15/07/2016 (à Nice). Les textes sont accessibles sur le site www.vie-publique.fr.
3. Nous avons retenu les documents et courriers internes qui, dans la semaine qui leur fait suite, parlent spécifiquement des attaques (six documents en janvier 2015, quatre documents en novembre 2015 et trois en juillet 2016). Ces documents sont relativement courts (entre une et cinq pages).

Rassurer

Les discours et les actions du président Hollande à la suite des attentats qui frappent Paris en 2015, puis Nice en 2016, répondent à ces exigences. Dans les notes internes et les courriers produits juste après les attentats par les conseillers du président de la République (PR), on lit : « Dans ce moment, le PR, par fonction, garde une place à part. Quelles que soient sa crédibilité perçue et son image du moment, c'est de lui que l'on attend une réassurance » (note du 08/01/15). « Le PR ne peut que rester en première ligne. Il doit montrer qu'il est aux manettes, rassurer, prendre des mesures. [...] C'est de lui et personne d'autre que l'on attend des messages d'apaisement et d'assurance » (courriel interne du 09/01/15). Il y a, chez les conseillers, une conviction que la population attend du leader en période de crise un comportement particulier et qu'il est impératif d'y répondre. Les « communicants » de l'Élysée interrogés expliquent qu'il fallait « montrer aux Français que le gouvernement était à l'œuvre pour retrouver les terroristes impliqués [...] ; faire et montrer comment réagit l'exécutif à la fois pour protéger et pour rechercher [...] » (conseiller 1, entretien 1, ci-après C1E1). Cette idée est également exprimée en novembre 2015 : « ça appelait une réponse extrêmement forte dans les actes et dans les mots, avec notamment la volonté de montrer que l'État était là, présent, et qu'il remplissait sa fonction première c'est-à-dire de protéger les Français » (conseiller 1, entretien 2, C1E2). Ainsi, la transparence est à la fois une fatalité (les médias couvrent les événements dans leurs moindres détails) et un choix destiné à mettre en scène la réactivité des autorités.

La communication de l'Élysée visait donc à montrer l'action : « il ne fallait pas rester bloqués à l'Élysée » (C1E1), mais « ouvrir les portes » sur le fonctionnement ordinaire et extraordinaire de l'État. La presse a été systématiquement conviée à témoigner des réunions de crise tenues à l'Élysée et au ministère de l'Intérieur, des différentes rencontres du président, de ses déplacements, etc. Les photographies illustrent abondamment la presse et les sites officiels. Le président apparaît généralement debout dans les jours qui suivent les attentats : dans les hommages, l'accueil des visiteurs à l'Élysée, avec les dirigeants étrangers lors de la marche du 11 janvier. La performance est par ailleurs mise en avant d'une autre façon : « il ne va quasiment pas dormir et on va le faire savoir systématiquement pour que les gens aient le sentiment qu'on travaille » (C1E1).

Sur le plan discursif, la communication présidentielle affirme le volontarisme : le registre lexical utilisé souligne la maîtrise et l'action dans la réponse à la crise⁴. Le terme *détermination* est par exemple mentionné trois fois en

4. Les analyses des discours ont montré que la parole présidentielle est très libre : le président peut parler où, quand et à qui il veut (Lehingue, 1992).

janvier et une fois après Nice ; le verbe *vouloir* est abondamment utilisé (« je veux » apparaît quatre fois dans l'Adresse à la Nation du 09/01/15 et le verbe est conjugué à plusieurs modes et plusieurs personnes dans la déclaration de Nice le 15/07/16) ; « je l'ai décrété » et « tout sera fait » le 07/01/15 ; « prendre les décisions appropriées », « toutes les mesures [...] sont prises », « les forces de sécurité [...] sont mobilisées au plus haut niveau de leurs possibilités », « j'ai veillé à ce que tous les dispositifs soient renforcés », « la France sera impitoyable », et « elle agira avec tous les moyens qui conviennent » le 14/11/15 ; « tout faire », « nous faisons en sorte que », « tous les moyens sont déployés », « j'ai décidé » (trois fois), « rien ne nous fera céder dans notre volonté », « renforcer nos actions », « je l'ai annoncé », « je viens d'annoncer », « mobiliser tous les moyens nécessaires » et « je vous l'assure » le 15/07/16 à Paris. La première personne du singulier (« je ») domine les allocutions pour marquer que le président assume son rôle de leader. Les verbes sont conjugués au futur de l'indicatif, ce qui souligne l'assurance du locuteur et le contrôle sur la situation (peu de place est laissée au doute ou à l'incertitude) : 8 futurs dans la première allocution de janvier ; 9 dans la première déclaration de novembre ; 11 dans la première déclaration du 15 juillet 2016. L'auxiliaire modal *devoir* est récurrent, notamment conjugué au présent de l'indicatif, à la première personne du pluriel (« nous devons »⁵), dénotant l'absence d'hésitation du locuteur, qui sait ce qui doit être fait. Il faut y ajouter les autres emplois et conjugaisons du même verbe ou des expressions similaires, telles que « nous sommes obligés » au soir du 9 janvier 2015, qui martèlent la dimension normative des discours. Enfin, les succès et les capacités sont mis en avant afin de montrer la « bonne » gestion de la crise et la maîtrise des événements en cours ou à venir : le verbe « faire face » est par exemple employé quatre fois dans l'Adresse à la Nation du 9 janvier 2015. « L'efficacité des gendarmes, des policiers [...] capables de courage et de bravoure » est également soulignée tandis que « nous sommes capables » est affirmé vers la fin de l'intervention présidentielle. Le 13 novembre, le président parle d'une « Nation qui sait se défendre, qui sait mobiliser ses forces, et qui une fois encore saura vaincre les terroristes » et déclare que « nous pouvons ». Le lendemain, à l'issue du conseil de défense, il affirme : « rien ne pourra l'atteindre », « nous sommes capables », « elle est solide [...] la France, elle est vaillante et elle triomphera », et « la France saura prendre ses responsabilités ». On retrouve également cette idée en juillet, après les attentats de Nice. La déclaration faite à Paris se termine par ces mots : « La France, [...] elle est forte, et elle sera toujours plus forte ». Quelques heures plus tard à Nice, il réaffirme que « nous sommes un pays capable de surmonter toutes les épreuves » et que « nous sommes capables de vaincre ».

5. « Nous devons » est utilisé cinq fois le 09/01/15, cinq fois le 13/11/15, et sept fois le 15/07/16, dans de très courtes allocutions.

Qualifier

Une deuxième exigence sous-tend la conception des discours présidentiels, à savoir le besoin de donner du sens aux événements. À propos de la communication présidentielle de janvier, l'un des conseillers explique que « la première idée, c'était quand même de "dire" » (C1E1). En novembre, le mot d'ordre est le même. L'une des premières missions du président, c'est « expliquer ce qui avait pu se passer », car l'important est de « qualifier » les événements (C1E2). Après Nice, le souci d'expliquer domine encore, même si le contexte spécifique (sur lequel nous reviendrons) empêche les équipes présidentielles d'aller « jusqu'au bout de l'explication » (C1E3). Ainsi, les conseillers du président ont une conception très proche de celle que l'on trouve dans les manuels de gestion des crises à usage des gouvernants : « *In a crisis, leaders are expected to reduce uncertainty and provide an authoritative account of what is going on, why it is happening, and what needs to be done. [...] Leaders are challenged to present a compelling story* » (Boin et al., 2010, p. 13). L'équipe du président le lui rappelle explicitement : il y a un « champ pour commencer à cautériser et écrire l'histoire : expliquer ce qui s'est passé [...] ». Il est important de nommer les choses. Le président a ce pouvoir » (courriel interne, 09/01/15). En novembre, le même conseiller parle de « faire le récit » (note du 14/11/2015). Les discours post-attentats du président de la République sont donc l'occasion de proposer un « cadre d'interprétation » (Goffman, 1991 [1974] ; Snow, Rochford, Worden et al., 1986) aux événements traumatisants que vient de traverser le pays.

En janvier, les prises de parole publiques du président Hollande délivrent un message qui se veut clair et simple⁶ : la France a été attaquée en son cœur – « aujourd'hui, c'est la République tout entière qui a été agressée. La République, c'est la liberté d'expression. La République, c'est la culture, c'est la création, c'est le pluralisme, c'est la démocratie. C'est cela qui était visé par les assassins » (07/01/15). En moins de cinq minutes (4'51), le cadre est posé : face à la lâcheté, « l'obscurantisme », la « barbarie », le « fondamentalisme », le « terrorisme », « l'infamie » et les « assassins », se dressent la « France », la « République », sa « grandeur », ses « valeurs » – au premier rang desquelles la « liberté », mentionnée cinq fois – ses « héros » et la « démocratie ». F. Hollande livre donc une lecture manichéenne. Celle-ci est également manifeste dans l'Adresse à la Nation du 9 janvier : le « courage », la « bravoure » et « l'efficacité »

6. Selon Patrick Lehoucq (1992), les interventions présidentielles sont généralement simples dans le vocabulaire, la syntaxe et les idées, et marquées par le vocabulaire de l'action. Elles sont « pauvres, quoique non dénuées d'efficacité ». Elles font enfin une large place aux « agrégats abstraits que sont la France, la Nation, l'Union de tous, l'Unité des Français » (*ibid.*, p. 137). La parole de F. Hollande se conforme à ces « figures de style présidentielles ordinaires ». Sur les effets possibles de la communication présidentielle en période de crise, voir Baum et Groeling (2010).

des forces de l'ordre françaises se sont opposés avec succès aux « terroristes », aux « illuminés » et aux « fanatiques ». Si la République a été attaquée le 7 janvier à travers ses valeurs (et notamment celle de liberté d'expression), la nation et le « vivre ensemble » ont été visés le 9 janvier avec la prise d'otages dans un supermarché cacher, « un acte antisémite effroyable » (09/01/15). Le président qualifie les attentats. Il n'est certes pas le seul à le faire, mais sa position confère momentanément à sa parole un poids particulier pour l'imposition d'un cadrage (Baum, Groeling, 2010).

Le 13 novembre, alors que l'assaut n'a pas encore été donné au Bataclan, le président fait une déclaration depuis l'Élysée durant laquelle il exprime l'effroi ressenti (« C'est une horreur ») et propose encore un cadre d'interprétation manichéen : face aux « terroristes », aux « criminels » et à la « terreur », se dressent « une Nation qui sait se défendre », une France « forte » et « grande ». Il affirme également la fermeté des autorités et des forces de l'ordre françaises. Le travail de cadrage se poursuit les jours suivants, mais le récit proposé évolue. Dès le 14 novembre en effet, au sortir du Conseil de défense, F. Hollande parle d'un « acte de guerre » pour qualifier les événements de la veille. Le terme de « guerre » est employé quatre fois dans la courte intervention, tout comme celui d'« armée », accolé aux adjectifs « terroriste » et « djihadiste ». Ainsi, les attentats du 13 novembre sont désignés comme une attaque « planifiée de l'extérieur, et avec des complicités intérieures ». Il y a d'un côté Daech, une « armée terroriste », des « barbares » qui agressent « lâchement, honteusement, violemment » la France, ses « valeurs », « ce que nous sommes », « un pays libre qui parle à l'ensemble de la planète », « notre patrie », « les valeurs d'humanité ». De l'autre côté, on trouve une France « forte », « solide », « active », « vaillante », « capable », qui « triomphera de la barbarie »⁷.

Après l'attaque à Nice, en juillet 2016, le président souligne « l'horreur » (le mot est répété deux fois au début de sa première intervention) de l'attaque et qualifie l'événement de « monstruosité », de « fléau » et de « tragédie ». Des « fanatiques » s'en sont pris de nouveau à la France, « le jour de sa fête nationale », « symbole de la liberté » et pays des « droits de l'homme ». Il rappelle que la France est « forte », « toujours plus forte » que les fanatiques qui l'attaquent. Quelques heures plus tard, à Nice, il ajoute qu'un « acte innommable », « effroyable », un « carnage » a été perpétré par un individu qui fait preuve de « cruauté ». Le souci d'expliquer est rendu explicite par l'emploi de formules interrogatives (« pourquoi Nice ? » ; « pourquoi le 14 juillet ? »), auxquelles le président apporte des réponses (« une ville mondialement connue », « une des plus belles villes de la planète » ; et à travers le 14 juillet, c'est la « Liberté » et la France qui ont été touchées). De nouveau, face à « l'assassin » qui frappe les « pays qui ont les libertés comme valeur exemplaire », on trouve

7. Ce cadrage est repris dans le discours du 16 novembre devant le Congrès, à Versailles.

« l'engagement » et « le courage » des forces de sécurité françaises, leur « travail extraordinaire », « la fierté de la France », des « services d'urgence admirables », un « pays fort », un « pays capable ». Cependant, le cadrage est plus discret que précédemment : les interventions publiques du président sont consacrées au compte rendu des faits, à l'hommage aux forces de sécurité et d'urgence et à la description de ce qui a été entrepris pour résoudre la crise. Nous analysons dans les parties suivantes ce qui permet en partie d'expliquer cette asymétrie de traitement entre les différents attentats et ce « moment de flottement » (C2E2) en juillet 2016.

Le président de la République en France a donc endossé le rôle attendu des leaders en temps de crise (Lacroix, Lagroye éd., 1992 ; Boin, Hart, 2003). Le cadrage qu'il opère « a permis de poser les mots, de canaliser les sentiments » (C2E2). Son rôle est également d'être « le rassembleur de la Nation » (courriel interne, 09/01/2015).

Le Père de la Nation qui écoute et rassemble les Français

Une deuxième figure présidentielle est travaillée par les conseillers : élu au suffrage universel direct, le président est « le premier d'entre nous » (C1E1) et celui qui peut faire tenir ensemble les différentes composantes de la société française. Il est le Père (dans les couloirs du pouvoir, on parle d'ailleurs du « PR »). Ce rôle est institutionnalisé et ritualisé, ce qui aide le président dans ses réactions face à une situation de crise (Mariot, 2006 ; Fleurdorge, 2001 ; Monclaire, 1992). Cependant, toute crise « *entails a breakdown of symbolic frameworks that legitimate the pre-existing socio-political order* » (Boin et al., 2010, p. 70), ce qui nécessite aussi une part d'improvisation. Parmi ces initiatives, on note la décision de se rendre dans la rue du siège de *Charlie Hebdo* le 07/01/15, « décision largement instinctive » (C1E1) alors que l'attentat vient de se produire et que les normes de sécurité habituelles ne sont pas remplies. Cependant, qu'il s'agisse d'un rôle préétabli ou d'une réaction dans l'urgence, le mot d'ordre qui guide les actions et les paroles du président est « unité ». Cette représentation très classique de l'institution (Lacroix, Lagroye éd., 1992) est articulée par des conseillers socialisés dans les grandes écoles, notamment Sciences Po et l'ENA⁸. Ainsi, pour eux, le président est supposé « pousser les Français à dépasser tous les clivages parce que c'est là qu'on est dans la quintessence de ce qu'est le chef de l'État, de tous les Français, qui ne s'exprime plus en tant que personne mais vraiment en tant que symbole élu au suffrage universel » (C1E1). Cela se traduit concrètement de deux façons différentes mais

8. Voir N. Bœuf, « Énarque, homme, quinqu... le profil type du membre de cabinet à l'Élysée », *Libération*, 02/06/2016, http://www.liberation.fr/france/2016/06/02/enarque-homme-quinqua-le-profil-type-du-membre-de-cabinet-a-l-elysee_1456385 (consulté le 25/05/2018).

corrélées. Premièrement, une concentration sur ce qui fait unité et la volonté de rassembler les Français par-delà les clivages de la société française. Deuxièmement, les réactions présidentielles sont pensées par les équipes élyséennes en tenant compte des attentes des citoyens français.

Rassembler

La littérature sur les phénomènes de « ralliement autour du drapeau » souligne les réflexes patriotiques suscités par une attaque terroriste, la mise en sourdine des critiques de l'opposition ou les gains de popularité que les décideurs en place peuvent en retirer (Mueller, 1985 ; Baum, 2002 ; Hetherington, Nelson, 2003 ; Chowanietz, 2016). Cependant, cette littérature élude la façon dont émerge ce « ralliement » qui peut être d'origine spontanée, mais qui peut aussi être « travaillé » par les dirigeants. Nous avançons ici que les gestes et les discours du président de la République ont été élaborés dans cette optique lors des trois séries d'attentats étudiées (Boussaguet, Faucher, 2017b ; Faucher, Boussaguet, 2018).

Les consignes adressées au président par ses conseillers sont claires à chaque fois : « au Président la posture de protecteur des Français et de rassembleur de la Nation » (courriel interne, 09/01/15) ; « l'impératif d'unité » est affirmé (note du 08/01/15) ; « faire preuve d'unité, de responsabilité et de patriotisme » (note du 14/11/15) ; « je ne vois pas d'autre voie que d'aller [...] fortement sur le terrain de l'unité » (note du 15/07/2016). Juste après les attentats, la plupart des actions du président de la République mettent en scène l'unité recherchée : il reçoit à l'Élysée les présidents de l'Assemblée, du Sénat et de l'Association des maires de France, les présidents des groupes parlementaires, les responsables des différents partis politiques et les représentants des différents cultes (8 et 9 janvier). Le même type de consultations est mis en place dix mois plus tard, le 15 novembre 2015. L'organisation de la marche républicaine du 11 janvier va dans le même sens, tout comme la gestion des « carrés » de VIP (*very important people*) en tête de cortège, l'un d'eux mélangeant en son sein les différents partis politiques et syndicats français afin de mettre en scène leur rassemblement (Boussaguet, Faucher, 2017a). La convocation du Parlement en Congrès à Versailles le 16 novembre participe de cet esprit : « J'ai tenu à m'adresser devant le Parlement réuni en Congrès pour marquer l'unité nationale ».

L'impératif d'unité est également martelé par le président dans ses discours. Quel que soit l'attentat, l'emploi de la première personne du pluriel (« nous ») – et des pronoms et articles possessifs s'y rapportant – est omniprésent dans ses prises de parole publiques (quinze fois le 07/01, vingt fois le 09/01, quatorze fois le 13/11, dix-huit fois le 15/07 à Paris). L'existence d'une entité englobante devant répondre unanimement aux attaques subies est ainsi

affirmée. L'allocution du 9 janvier s'intitule, assez significativement, « Adresse à la Nation ». C'est « au nom de la Nation éplorée » que F. Hollande exprime la solidarité à l'égard des victimes le 15/07/16 à Paris et c'est « pour rassembler la Nation » qu'il décide de s'exprimer devant le Parlement réuni en Congrès en novembre (déclaration du 14/11/15). Enfin, les discours présidentiels post-attentats comportent un appel explicite à l'unité, comme solution pour lutter contre le terrorisme : le 7 janvier 2015, la seule « arme » possible face au terrorisme est « l'unité ». Ce jour-là, la seconde partie du discours s'appuie alors quasi exclusivement sur un champ lexical allant dans ce sens : « solidarité », « fraternité », « rien ne peut nous diviser, rien ne doit nous opposer, rien ne doit nous séparer », « réunirai », « commune », « faire bloc », « rassemblement » (deux fois), « rassemblons-nous » (deux fois également). Deux jours plus tard, le 9 janvier 2015, le président répète son appel à « l'unité » (employé deux fois). Il recourt au même registre lexical que le soir du 7 janvier : « rassemblement », « solidarité » (prononcée trois fois dans les dernières minutes de l'intervention). Cette exigence d'unité se retrouve aussi après les attentats du 13/11 : dans la courte déclaration qu'il prononce le soir même des attaques, le président affirme que « nous devons faire preuve d'unité » et parle d'une « Nation qui sait se défendre ». Le lendemain, à la sortie du Conseil de défense, il « en appelle à l'unité, au rassemblement », il souhaite « rassembler la Nation » et il réitère à la toute fin de sa déclaration – « je vous appelle à cette unité indispensable ». Le message est similaire après les attentats de Nice en 2016 : le 15 juillet, sur le lieu de l'attaque, le président affirme que « nous avons été capables d'unité, de cohésion ». Il termine son intervention en déclarant que « c'est à cette unité, à cette cohésion, à cette force-là que j'appelle aujourd'hui à Nice », et que « nous sommes la France rassemblée ».

Pour susciter le rassemblement, il faut aussi désamorcer les tensions qui peuvent diviser les Français. Ce leitmotiv guide les interventions présidentielles, notamment en janvier, comme l'illustre l'Adresse du 9 janvier. Le président entend « lutter contre tout ce qui pourrait nous diviser ». Il condamne fermement « l'acte antisémite effroyable » commis au supermarché casher et il rejette tout « amalgame » en affirmant que « ceux qui ont commis ces actes, ces terroristes, ces illuminés, ces fanatiques, n'ont rien à voir avec la religion musulmane ». Il refuse de stigmatiser un groupe au sein de la société française et veut réunir l'ensemble de ses composantes. C'est ce que lui conseille son équipe (courriel interne du 09/01/15), qui pense que c'est au président de « retracer les contours de l'identité de la France et la Nation, par sa présence auprès de tous ceux qui composent la République ». Ses conseillers suggèrent d'ailleurs d'adapter l'agenda présidentiel afin de communiquer « ce soir et demain » des « messages d'apaisement, d'inclusion et de valeurs républicaines » (voir l'Adresse à la Nation du 09/01) ; de lancer un « double message » le dimanche – le « rassemblement des Français » et « utiliser la présence

internationale pour un sursaut de fierté » – qui seront mis en scène par l'Élysée le 11 janvier 2015 ; et enfin, pour « la semaine prochaine », « le Président pourrait montrer la Nation, inclure, et marquer par sa présence la reconnaissance de la République auprès de toutes ses composantes », comme « une cérémonie de remerciement à tous les services de l'État mobilisés » (elle aura lieu le mardi 13 janvier dans la cour de la préfecture de police de Paris) ou « un déplacement auprès d'une synagogue » (il sera effectué le soir même de la marche républicaine).

Cependant, cette posture de rassembleur (Lehingue, 1992) est plus marquée en janvier 2015 qu'en juillet 2016 : les appels à l'unité se font plus timides à mesure que se répètent les attentats, ce qui peut en partie s'expliquer par l'évolution des attentes de la population analysées par les conseillers. Le président, élu, agit et réagit en effet en tenant compte de ce qu'il perçoit des aspirations des électeurs.

Écouter

Si l'opinion publique et l'action publique sont deux objets généralement analysés séparément, l'existence d'un « jeu d'influence réciproque » a néanmoins été soulignée (Soroka, Wlezien, 2010 ; Belot, Boussaguet, Halpern, 2016). Dans cette perspective, notre analyse montre la manière dont les gouvernants prennent en compte les données de l'opinion pour construire leurs réponses aux événements. Les présidents s'entourent en effet de conseillers spécialisés dans la communication, les études électorales ou les sondages d'opinion. Durant la présidence Hollande, l'équipe compte des spécialistes du suivi des médias et un conseiller Études dont le rôle est de « faire remonter » au président les tendances de l'opinion et de le conseiller à partir de ces données. Ces conseillers saisissent les attentes des citoyens à travers plusieurs sources : le courrier adressé au président, les sondages (notamment ceux du SIG), les forums de la presse quotidienne régionale – ceux de la presse nationale étant souvent « contrôlés par des groupes militants réguliers » (C2E2), et les réseaux sociaux. Leur mission est de dire « ce qu'[ils comprennent] que les autres pensent » (*ibid.*). Les suggestions présentes dans les notes à destination du président informent manifestement les gestes et les paroles du chef de l'État. Deux exemples l'illustrent : l'appel à l'unité, guidé par les craintes de divisions sociales ; et l'évolution du cadrage présidentiel, qui s'appuie sur les réactions citoyennes immédiates.

En janvier 2015, les acteurs de l'exécutif s'inquiètent de possibles violences intercommunautaires susceptibles de dégénérer en « guerre civile »⁹. Les don-

9. Nos interlocuteurs à l'Élysée et à Matignon ont souligné la prégnance de cette perception du risque durant la période.

nées qu'ils ont recueillies soulignent le risque qu'une partie de la société se retourne contre la communauté musulmane française. Le conseiller Études du président écrit le soir du 8 janvier 2015 : « L'émotion initiale n'était pas encore retombée que des propos durs se sont multipliés sur les forums » et notamment « la stigmatisation de l'immigration et de l'islam ». Le lendemain, le président insiste dans son Adresse à la Nation sur la différence entre la religion musulmane et l'idéologie des terroristes. Il choisit également de maintenir « la réception qui est prévue avec les religieux, parce qu'il pense que c'est un symbole intéressant et qu'un de ses rôles c'est d'éviter que les Français se divisent ou s'affrontent » (C1E1). En somme, l'exécutif insiste sur le thème de l'unité nationale parce qu'il anticipe les risques d'affrontements entre groupes sociaux et « parce qu'il y avait toujours cette volonté de les apaiser, de rassembler, de ne stigmatiser personne » (*ibid.*).

En novembre, l'inquiétude vis-à-vis des tensions a augmenté d'un cran. Le ton employé dans les courriers adressés au président s'est durci : des « tendances sécessionnistes extrêmement fortes » sont exprimées, « des tendances de dislocation », comme si les attentats étaient le signe « qu'on ne peut plus vivre ensemble » (C2E1). Un autre conseiller parle de « risque de désunion, de désagrégation du lien national et sociétal » (C1E2)¹⁰. C'est le message qu'ils transmettent au président pour l'aider à se positionner : « Les réactions sont nettement durcies par rapport à janvier. Il n'y aura sans doute ni la même sidération, ni la même indulgence, ni les mêmes réflexes républicains. [...] Les représentations populistes se solidifient et se propagent » (note adressée au président de la République, 14/11/15). La décision est donc prise d'insister une fois de plus sur l'exigence de rassemblement et d'unité nationale, de prôner des « solutions fermes et républicaines [qui] se trouveront toujours dans le respect et la concorde » par opposition à la vision populiste qui se diffuse progressivement et incite à la division en cherchant à « déchaîner les haines des uns contre les autres » (*ibid.*).

En juillet 2016, la tonalité a changé : « nous sommes sur un tout autre scénario d'opinion qu'en janvier et en novembre ; nous ne pourrions pas avoir la même rhétorique. Il n'y a plus du tout d'instinct ou d'appel à l'union nationale, l'union sacrée, ou même aux principes ou aux valeurs républicaines » (note du 15/07/2016). Les courriers reçus à l'Élysée sont d'une grande violence, il y a « une sorte de colère rentrée très dure, [...] une sorte d'impasse et d'aporie totale » (C2E2). Les équipes peinent à répondre aux attentes de l'opinion : « À Nice il y a un truc bizarre qui s'est passé, qui était une forme de vrai désarroi que je n'avais pas vu avant. Autrement dit, en janvier et en novembre, je sais

10. Dans ses mémoires, le président porte le même regard sur cette période : « L'état d'esprit a changé depuis l'attentat contre *Charlie*. Point d'unanimité spontanée [...], guère d'unité des forces politiques autour du drame. Le consensus se lézarde. Les clivages reprennent » (F. Hollande, *Les leçons du pouvoir*, Paris, Stock, 2018, p. 123).

à peu près comment répondre, [...] on avait les outils pour répondre. Nice, il y avait une sorte de nihilisme, de décrédibilisation de tout, qui était très troublant. [...] Tous les outils qui avaient été utilisés en novembre, toute la force de la verticalité, la puissance de l'État pour stabiliser le pays et éviter qu'il explose, tout ça s'était vraiment émoussé » (C2E2). En conséquence, les appels à l'unité sont plus timides et limités dans les discours, tout comme les références à la Nation et aux valeurs républicaines : la tonalité est plus défensive.

Les attentes de l'opinion, telles qu'elles sont saisies par les équipes présidentielles, servent également de « guide » pour la construction du cadrage proposé par le président. Pour les conseillers, « les politiques [n'ont plus] la capacité à [...] imposer des choses que les gens ne pensent pas » (C2E1 ; également C1E1). En janvier, les courriers et courriels reçus à l'Élysée sont un « appel aux valeurs républicaines et à la cohésion républicaine comme défense face à cette attaque » (C2E1). Comme l'explique l'un d'eux, « il y a deux choses qui nous ont vraiment interpellés tout de suite, c'est les manifestations spontanées et l'audience du mercredi soir¹¹. Ce n'est pas du tout anodin ; c'est-à-dire qu'à un moment, la Nation faisait corps avec elle-même » (C1E1). Les mots et les gestes du président sont donc élaborés en tenant compte de ce ralliement spontané : les nombreuses références aux valeurs républicaines dans les premières allocutions de janvier, tout comme la mise en scène de l'unité nationale (notamment au moment de la marche – qu'on choisit d'appeler, de façon symptomatique, « républicaine ») font écho et alimentent ce que l'opinion publique paraît exprimer. En janvier, la « demande partait du pays, du bas » et il « fallait juste organiser, canaliser » (C2E2), mais les choses se présentent différemment en novembre.

L'analyse des enquêtes d'opinion qualitatives faite par les conseillers les convainc que le patriotisme et l'appel aux armes ont remplacé la défense de la République dans l'imaginaire collectif – « en janvier la République était vue comme une protection. [...] En novembre, [...] ce n'était pas avec des valeurs que les gens pouvaient se battre » (C2E1). Très vite après le 13 novembre, une « volonté d'en découdre » et un « discours sur la guerre » émergent – « avant même que le Président ne le dise » (C2E1) : « dans les 48 heures qui ont suivi [...] on a reçu plusieurs milliers de lettres [...] qui disaient “je veux m'engager” et je veux m'engager dans le sens “dites-moi où on s'inscrit parce que j'ai bien compris qu'on est en guerre et je veux aller me battre” » (C2E1). On comprend mieux la rhétorique guerrière employée par le président le 14 novembre et développée dans son discours du 16 novembre devant le Parlement réuni en Congrès : pour les conseillers, les attentes de la population ont évolué, tout comme la référence à « la patrie », qui était absente des discours de janvier. On

11. 21 millions de personnes ont suivi en direct l'Allocution du président de la République du 7 janvier 2015, selon le conseiller chargé des relations avec la presse.

comprend aussi la décision de faire référence à la « réserve citoyenne », comme lien entre la Nation et l'armée, qui « visait notamment à canaliser ces passions-là » (C2E1). Enfin, en novembre, « le seul symbole de rassemblement qui a fonctionné, c'était le drapeau. [...] Le drapeau, ce n'est pas les valeurs, c'est l'étendard, le symbole du rassemblement sur le champ de bataille, c'est « on forme les troupes », « on se met en ordre de marche » (*ibid.*). C'est pourquoi le président a appelé les Français à pavoiser leurs domiciles le jour de la cérémonie d'hommage aux victimes du 13 novembre, organisée le 27 novembre 2015¹².

En juillet 2016, à Nice, le scénario est différent, selon une note adressée au président de la République le lendemain de l'attentat : « il n'y a plus de cadrage, et un vrai risque que les gens partent dans tous les sens ». L'auteur explique : « en janvier 2015, les gens *voulaient* se retrouver. Le sentiment d'unité était spontané, donc facile à utiliser et organiser. En novembre ce sentiment était moins spontané, mais les gens s'étaient appuyés sur l'unité du système politique (Congrès) pour se conforter et y croire. [...] Là (à Nice), ils pensent qu'ils *ne peuvent plus* se retrouver. L'opinion sait qu'elle n'aura pas les ressources, ni les moyens, de retisser seule cette unité ; et elle voit que les politiques ne seront plus une aide. C'est ce qui lui fait peur ». Face à ces doutes et ces critiques exprimés par les citoyens français, les équipes élyséennes ont des difficultés à élaborer un cadrage cohérent permettant d'expliquer les événements et rassurer la population. Les seules suggestions mentionnées dans les documents adressés au président concernent la construction de « quelque chose sur le sentiment “patriote”, qui résiste mieux » (note, 15/07/16), en utilisant notamment le fait que l'attentat se soit produit le jour de la fête nationale, symbole important pour le pays. Ce sera fait dans les deux allocutions que le président prononce le lendemain de l'attaque (15/07). Mais ce sont à peu près les seuls éléments de cadrage présents dans ces discours post-attentats.

En somme, en dépit de l'urgence, les équipes élyséennes s'appuient, pour construire les propositions de réponses aux attentats, sur ce qu'elles analysent comme étant les attentes de l'opinion publique. Ces dernières évoluant dans le temps, les discours présidentiels se modifient, notamment en faisant évoluer le cadrage proposé. D'autres facteurs jouent également un rôle, notamment la répétition des attaques et les contraintes politiques (de calendrier notamment), avec une attention particulière accordée à l'opposition, dont les réactions (et les anticipations de réactions) peuvent influencer celles du chef de l'exécutif. Cette variable politique permet d'éclairer les difficultés rencontrées par l'exécutif après Nice.

12. L'appel du président a été relayé par le porte-parole du gouvernement au sortir du Conseil des ministres du 25 novembre, quelques jours après la publication d'un sondage Odoxa pour *Le Parisien* sur le drapeau français (voir Valérie Hacot, « Le drapeau, valeur refuge depuis les attentats », *Le Parisien*, 22/11/2015).

L'homme politique qui calcule et défend son mandat

La troisième figure présidentielle est celle de l'homme politique. Certes, le président incarne la France, la Nation, il « chapeaute l'intégralité de la politique » (C2E1) et il est en mesure de « s'élever vraiment au-dessus des jeux politiques » afin de « tracer les contours du consensus national » (courriel interne du 08/01/15). Mais il est aussi un acteur politique, issu d'un parti politique (le PS), élu pour un nombre limité d'années, et potentiellement en quête d'un nouveau mandat. Pour comprendre la façon dont sont construits les discours présidentiels post-attentats, il est nécessaire de réintroduire la variable de la compétition politique (*politics*), c'est-à-dire de replacer ces prises de parole dans le temps du mandat et du calendrier électoral. Le premier attentat se produit deux ans avant le début de la campagne présidentielle de 2017, alors que F. Hollande est au plus bas dans les sondages. Les attentats de novembre interviennent trois semaines avant les élections régionales de décembre 2015. Quant à celui de Nice, il est perpétré huit mois avant le premier tour des élections présidentielles, quatre mois avant la primaire de la droite et du centre (11/2016) et six mois avant la primaire du PS et de la gauche (01/2017). Ce rythme électoral n'est pas sans effets : le président essaie tout d'abord de se défendre, qu'il s'agisse de son image ou de ses actions. Il joue en partie son mandat sur sa capacité à répondre justement et durablement aux attentats. Il reste, d'autre part, un stratège politique qui anticipe les coups et calcule ses réactions et celles de ses adversaires politiques.

Se défendre (gérer la répétition)

Dans la théorie classique de la démocratie représentative (Manin, 1995), l'électorat utilise son vote pour exprimer son jugement sur le bilan des gouvernants et sur les politiques publiques qu'ils ont menées. Si l'électorat est satisfait, l'homme politique est reconduit dans ses fonctions ; s'il est insatisfait, il élit son adversaire et il y a alors alternance. De tels raisonnements sont importants dans l'esprit des leaders au pouvoir et de leurs équipes. Les conseillers du président sont convaincus qu'une bonne gestion de la crise permettrait d'éclairer sous un jour nouveau et positif son mandat alors que sa popularité est au plus bas¹³. Bien gérer la crise, c'est donc restaurer l'ordre, arrêter les terroristes, rassurer la population, donner du sens aux événements et unifier la nation. Mais c'est aussi, si possible, (re)devenir un président populaire après avoir perdu de

13. Les fluctuations de l'opinion vis-à-vis des institutions et de leurs représentants sont suivies notamment par le baromètre du Cevipof (<http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/>).

la crédibilité à mi-mandat. « Les prises de position de ces quelques jours pourraient durablement impacter son image » écrit l'un de ses proches conseillers (courriel interne du 08/01/15) ; « c'est un moment inédit dans le quinquennat, qui marquera durablement son image » lit-on encore dans un courriel interne aux équipes de l'Élysée datant du 9 janvier.

D'autre part, lorsque survient une crise, le leader au pouvoir doit démontrer que les procédures adéquates ont été suivies (Boin, Hart, 2003). Nous avons analysé ci-dessus comment la communication du président visait à montrer sa préparation et sa réactivité. Toutefois, lorsqu'il y a répétition d'une crise, il est impératif de démontrer en outre que les leçons de la crise précédente ont été intégrées et que des procédures adaptées ont été mises en place (Boin *et al.*, 2010). Après janvier, le Premier ministre fait préparer un document stratégique par la Défense nationale afin de disposer d'un éventail de réponses adaptées à différents scénarios, parmi lesquels des attentats coordonnés et de masse. Le 13 novembre, ses services sont d'autant mieux préparés que sa directrice de cabinet venait de relire le document. L'état d'urgence et la convocation du Congrès à Versailles sont immédiatement proposés au président pour démontrer que l'exécutif ne répète pas ce qu'il a déjà fait en janvier 2015 (entretien avec Manuel Valls).

Les actions et discours du président affirment la volonté de « faire mieux » et les réponses de novembre 2015 représentent un « crescendo ». On passe du plan Vigipirate niveau alerte attentat à l'état d'urgence ; la convocation du Parlement en Congrès à Versailles s'ajoute à l'appel à l'unité politique et à la réception à l'Élysée des représentants de tous les partis politiques. Depuis janvier, des réformes législatives ont déjà été adoptées (notamment la loi relative au renseignement promulguée en juillet), mais c'est une révision de la Constitution que le président propose cette fois. Par ailleurs, l'exécutif a appris de ses erreurs et les réponses symboliques apportées aux attentats en novembre le sont sans précipitation. En janvier, la plus grande marche de l'histoire de France depuis la Libération et un sommet international avaient été organisés en 48 heures (Boussaguet, Faucher, 2017a). La cérémonie d'hommages aux victimes dans la cour des Invalides est organisée le 27 novembre, soit deux semaines après les attentats¹⁴. D'autre part, le gouvernement s'efforce de limiter la confusion et les conflits d'interprétation dans la mise en œuvre des mesures. L'exemple le plus parlant concerne la minute de silence : décrétée par le président au soir du 7 janvier et programmée pour le jeudi 8 à midi, elle avait été, de l'aveu de tous les conseillers rencontrés, insuffisamment préparée par les autorités. Deux cents incidents avaient été recensés, dans les écoles notamment. En novembre, la minute de silence est organisée après concertation en amont (envoi d'un courrier à tous les enseignants par

14. Des contraintes pratiques (liées au nombre de victimes, à leur identification et à leur état critique) justifient également ce délai.

la ministre de l'Éducation nationale, mise en place d'un temps de parole avec les élèves avant le recueillement, etc.).

L'anticipation des critiques et le souci de « se défendre » face à la répétition des agressions sont manifestes en juillet 2016 lors du troisième attentat d'ampleur, à Nice. L'attaque survient en effet quelques heures seulement après le discours de la fête nationale dans lequel le président annonçait la levée prochaine de l'état d'urgence. Dès la nuit du 14 au 15 juillet, à Paris, le président annonce alors : « nous allons maintenir à un haut niveau l'opération Sentinelle, celle qui permet de mobiliser 10 000 militaires, en plus des gendarmes et des policiers [...], faire appel à la réserve opérationnelle [...], prolonger l'état d'urgence ». Le lendemain, en déplacement à Nice, il déclare avoir pris « depuis plusieurs mois » les mesures nécessaires. Il réitère cette justification dans les semaines qui suivent, notamment dans le cadre du colloque « La démocratie face au terrorisme » (le 08/09/16, à Paris) :

Nous avons pris toutes les décisions même les plus difficiles [...]. Qui peut dire s'il a un tant soit peu de sincérité que nous n'avons pas tout fait pour soutenir l'action de nos policiers, de nos gendarmes et de nos soldats ? [...] Qui peut dire que nous ne voulons pas user de tous les moyens possibles pour annihiler notre ennemi ?

Il y affirme aussi que « nul ne peut en conscience promettre qu'il n'y aura pas d'attentat, je ne le ferai jamais. Ce que je peux en revanche garantir aux Français, c'est que toute la puissance de l'État sera engagée pour venir à bout de l'ennemi ». Après les attentats de l'été¹⁵, le président de la République souhaite aussi défendre son image et ses actions et préparer son éventuelle candidature pour un second mandat. La répétition des attentats rend cette perspective d'autant plus compliquée que l'opposition est moins susceptible de se prêter à l'unité nationale.

Calculer (gérer l'opposition)

La répétition des attentats contribue à éroder le phénomène de ralliement autour du drapeau (Baum, 2002 ; Williams, Koch, Smith, 2013). En effet, la dynamique d'union s'essouffle et les critiques de l'opposition, contenues lors du premier événement, le sont de moins en moins lorsque les attaques se reproduisent.

En janvier, l'unité nationale est le premier réflexe du président comme de l'opposition. Le président reçoit, les uns après les autres, les représentants des différents partis politiques, les 8 et 9 janvier 2015. Tous proclament leur désir d'unité sur le perron de l'Élysée, à la sortie de leur entrevue avec le chef de l'État. La pression à la conformité est telle que même le Front national recon-

15. Deux attaques à l'arme blanche marquent les esprits (le 13 juin à Magnanville et le 26 juillet à Saint-Étienne-du-Rouvray).

naît l'œcuménisme des réponses présidentielles (entretien avec Éric Domard, conseiller spécial de Marine Le Pen). Les médias relaient largement ces messages d'unité. Par ailleurs, en janvier 2015, les élections départementales sont encore distantes et Nicolas Sarkozy revient tout juste dans le jeu politique, ayant été élu président de l'UMP en novembre 2014. Ces éléments, combinés au choc et à la surprise des attaques, expliquent l'unité politique post-attentats, symbolisée dans le cortège de la marche républicaine du 11 janvier.

En novembre 2015, plusieurs facteurs permettent de prévoir que l'union politique sera de moindre ampleur ou de plus courte durée : c'est le second attentat de l'année ; les élections régionales sont prévues trois semaines plus tard, et la droite comme l'extrême droite craignent de se mettre en position de faiblesse. Et de fait, l'opposition est plus réticente qu'en janvier. Le président adapte donc ses propos au contexte politique et propose la mesure de déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme dans son discours devant le Congrès le 16 novembre. Il s'agit d'une main tendue en direction de la droite et de l'extrême droite, afin de sauver une unité politique fragilisée (Bazin, 2017). Néanmoins, cette unité (l'ovation du président par les représentants à Versailles) dure peu – dès le 17 novembre à l'Assemblée nationale, les députés de la droite s'en prennent au gouvernement, encourageant le risque de paraître déloyaux (Hetherington, Nelson, 2003). Certains Républicains préfèrent parler de « solidarité avec le gouvernement » plutôt que d'unité nationale et souligner leur prise de distance (propos de N. Sarkozy, *Le Point*, 15/11/15).

En juillet 2016, l'union politique n'existe plus. Le contexte de l'attentat est différent : l'attaque a eu lieu en province, et non plus dans la capitale¹⁶, et il se produit en période de vacances. L'échéance présidentielle approche et la primaire de la droite prévue en novembre est dans tous les esprits. Les impératifs de la compétition reprennent le dessus. Les acteurs locaux de droite s'en prennent directement à l'exécutif. Un des conseillers de F. Hollande explique : « la grande difficulté que l'on a eue à Nice, c'est que contrairement à tous les attentats précédents, la droite, enfin en l'occurrence, Christian Estrosi¹⁷, a décidé, pour des raisons qui lui appartiennent, d'être dans la mise en cause des pouvoirs publics ; ça, on a eu du mal à y faire face » (C1E3). Si esprit de concorde il y avait lors des attentats précédents, cette fois « tout est pollué et écrasé par la polémique » (*ibid.*). Le Premier ministre M. Valls le confirme : « Christian Estrosi est inquiet pour lui-même parce qu'il a tellement dit que sa ville était la plus sûre de France et même du monde, grâce à son système de vidéoprotection, qu'il met tout de suite en cause le ministre de l'Intérieur » (entretien avec M. Valls).

16. Un attentat « dans des communes qui ne sont pas symboliques » a potentiellement un effet plus important parce que pour « les gens, la peur rentre chez eux » (Jean-Jacques Urvoas, entretien).

17. Premier adjoint au maire de Nice, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et président de la métropole Nice Côte d'Azur au moment de l'attentat du 14 juillet 2016.

Pour la première fois dans les allocutions présidentielles post-attentats, une tonalité défensive apparaît. Non seulement le président répond aux critiques qui lui sont adressées, mais il envoie lui aussi quelques « piques » à ses adversaires. Ainsi, le 15 juillet à Nice, il affirme que « les forces de sécurité [...] avaient pris toutes les dispositions pour que ce feu d'artifice puisse être autant qu'il était possible protégé ». Il soutient qu'il a, « avec le Premier ministre, depuis plusieurs mois pris les décisions qui étaient nécessaires pour renforcer les effectifs (des forces de sécurité) ». Il critique ouvertement son prédécesseur N. Sarkozy en soulignant que ces effectifs « hélas avaient été parfois dégradés dans le passé ». Enfin, dans la même déclaration, il ajoute « ne pas (s)'abaisser à je ne sais quelle outrance, excès, quand il s'agit de répondre et de répondre juste aux défis qui nous sont lancés, en y mettant tous les moyens nécessaires », façon de critiquer ses opposants qui alimentent la polémique politicienne.

Décomposer la fonction présidentielle en trois figures nous a permis de saisir avec plus de précision les logiques à l'œuvre dans la construction des discours post-attentats du président de la République française en 2015 et 2016. Si le leader est celui qui rassure la population en montrant sa gestion de la situation de crise et donne sens aux événements en les expliquant à travers des récits clairs et cohérents, le Père de la Nation rassemble tout en étant à l'écoute des citoyens. Le président reste cependant un élu qui adapte son discours au contexte politique et aux interactions qu'il entretient avec les acteurs de l'opposition.

La comparaison diachronique entre les trois séries d'attentats a permis de montrer qu'il existe une trame commune pour quasiment chacune des interventions publiques du chef de l'État après les attaques, avec des passages obligés et des phrases types que l'on retrouve d'une déclaration à l'autre (exposition de l'horreur et de l'effroi, hommage aux victimes et aux forces de l'ordre, appel à l'unité, présentation des mesures prises, référence à la solidarité internationale, etc.). Cette trame n'est d'ailleurs pas spécifique au président français. On trouve ces « passages obligés » dans les prises de parole publiques d'autres acteurs politiques confrontés à des événements dramatiques de même ampleur. Les évolutions d'un attentat à l'autre, plus ou moins subtiles, sont liées à la répétition, au calendrier électoral, aux réactions de l'opposition et à l'opinion publique changeante.

Références

BAUM Matthew, 2002, « The constituent foundations of the rally-round-the-flag phenomenon », *International Studies Quarterly*, vol. XLVI, n° 2, p. 263-298.

- BAUM Matthew, GROELING Tim, 2010, « Reality asserts itself: public opinion on Iraq and the elasticity of reality », *International Organization*, vol. LXIV, n° 3, p. 443-479.
- BAZIN François, 2017, *Rien ne s'est passé comme prévu : les cinq années qui ont fait Macron*, Paris, Robert Laffont.
- BELOT Céline, BOUSSAGUET Laurie, HALPERN Charlotte, 2016, « Gouverner (avec) l'opinion au niveau européen », *Politique européenne*, n° 54, p. 9-23.
- BETRAND Denis, DÉZÉ Alexandre, MISSIKA Jean-Louis, 2007, *Parler pour gagner : sémiotique des discours de la campagne présidentielle de 2007*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BOIN Arjen, HART Paul 't, STERN Eric, SUNDELIUS Bengt, 2010, *The Politics of Crisis Management: Public Leadership under Pressure*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BOIN Arjen, HART Paul 't, 2003, « Public leadership in times of crisis: mission impossible? », *Public Administration Review*, vol. LXIII, n° 5, p. 544-553.
- BOUSSAGUET Laurie, FAUCHER Florence, 2017a, « Quand l'État convoque la rue : la marche républicaine du 11 janvier 2015 », *Gouvernement et action publique*, vol. VI, n° 2, p. 37-61.
- 2017b, « Identity and citizenship as symbolic responses to terrorist attacks: the case of France in 2015 », *Percorsi costituzionali*, n° 2, p. 511-530.
- CHOWANIEZ Christophe, 2016, *Bombs, Bullets, and Politicians: France's Response to Terrorism*, Montréal, McGill Queen's University Press.
- FAUCHER Florence, BOUSSAGUET Laurie, 2018, « The politics of symbols: reflections on the French government's framing of the 2015 terrorist attacks », *Parliamentary Affairs*, vol. LXXI, n° 1, p. 169-195.
- FLEURDORGE Denis, 2012, *Lorsque le président paraît : pratiques et rituels de la République*, Paris, Imago.
- 2001, *Les rituels du président de la République*, Paris, PUF.
- GOFFMAN Erving, 1991 [1974], *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- HETHERINGTON Marc, NELSON Michael, 2003, « Anatomy of a rally effect: George W. Bush and the war on terrorism », *PS: Political Science & Politics*, vol. XXXVI, n° 1, p. 37-42.
- LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques éd., 1992, *Le président de la République : usages et genèses d'une institution*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LEHINGUE Patrick, 1992, « La parole présidentielle : travail de codification et définition de poste », dans *Le président de la République : usages et genèses d'une institution*, B. Lacroix et J. Lagroye éd., Paris, Presses de Sciences Po, p. 109-140.
- MANIN Bernard, 1995, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy.
- MAYAFFRE Damon, 2016, « Du candidat au président : panorama logométrique de François Hollande », *Mots. Les langages du politique*, n° 112, p. 81-92.
- MONCLAIRE Stéphane, 1992, « L'usage du protocole : mise en scène rituelle et travail d'institutionnalisation », dans *Le président de la République : usages et genèses d'une institution*, B. Lacroix et J. Lagroye éd., Paris, Presses de Sciences Po.
- MARIOT Nicolas, 2006, *Bains de foule : les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin.
- MUELLER John E., 1985, *War, Presidents and Public Opinion*, Lanham, University Press of America.
- SNOW David, ROCHFORD Burke, WORDEN Steven, BENFORD Robert, 1986, « Frame alignment processes, micromobilization and movement participation », *American Sociological Review*, vol. LI, n° 4, p. 464-481.
- SOROKA Stuart, WLEZIEN Christopher, 2010, *Degrees of Democracy: Politics, Public Opinion and Policy*, Cambridge, Cambridge University Press.

WILLIAMS Laron, KOCH Michael, SMITH Jason, 2013, « The political consequences of terrorism: terror events, casualties, and government duration », *International Studies Perspectives*, vol. XIV, n° 3, p. 343-361.

Résumé / Abstract / Compendio

La construction des discours présidentiels post-attentats à l'épreuve du temps

Cet article déconstruit le travail élyséen permettant de produire les discours et interventions publiques du président de la République en réponse aux attentats terroristes. Peu de travaux s'intéressent en effet au « comment » se décide la communication présidentielle en situation de crise. À partir d'entretiens avec les collaborateurs du président, menés entre mars 2015 et avril 2017, de l'analyse des documents internes et notes produites durant cette période, et en comparant les attaques de janvier 2015, novembre 2015 et juillet 2016, il propose une grille d'analyse mettant en lumière trois dynamiques de construction de discours, correspondant à trois figures présidentielles : le président est le leader qui rassure et donne du sens aux événements ; il est le Père de la Nation qui rassemble et écoute ses citoyens ; il est un homme politique qui défend son mandat et tient compte de ses adversaires politiques. L'article souligne l'existence d'une trame commune pour chacune des prises de parole publiques du chef de l'État, mais montre que ces dernières évoluent en fonction de la répétition des attentats, du calendrier électoral, des réactions de l'opposition ou de l'opinion publique.

Mots-clés : construction des discours, opinion publique, comparaison, présidence, stratégie

The writing of presidential speeches after terrorist attacks through time

This article analyses the work conducted at the Élysée Palace to prepare and stage the French President's responses after terrorist attacks. Little is known about how Presidential communication is developed in practice. The article compares the events of January 2015, November 2015 and July 2016. The study is based on interviews with Élysée staff between March 2015 and April 2017 as well as on internal documents and notes produced during the period to which we were given access. It highlights three main dimensions in the writing of the speeches, each of them corresponding to different images of the president. The President first appeared as the leader who reassures its people and tries to make sense of what happened. He then put himself forward as the father of the nation, unifying the citizens and providing a safe space for expression. Finally, he more strongly impersonated a politician defending his term record. More broadly, the results show how the President's public speaking was constrained by a number of factors such as the repetition of attacks, the electoral agenda, or the reactions of other actors including the opposition. Those indeed impacted quite substantially the common framework one can draw from the analysis of the speeches.

Keywords: speech-writing, public opinion, comparison, presidency, strategies

La escritura de los discursos presidenciales después de los atentados terroristas a lo largo del tiempo

Este artículo analiza el trabajo realizado en el palacio del Eliseo para preparar los discursos y las intervenciones públicas del Presidente después de los ataques terroristas. Se sabe muy poco de cómo se produce la comunicación presidencial en tiempos de crisis. Este trabajo se basa sobre entrevistas realizadas entre Marzo de 2015 y Abril de 2017 con algunos colaboradores del Presidente, el análisis de documentos internos y de notas producidas en este periodo a las cuales tuvimos acceso. Mostramos que hay varias etapas en la construcción del discurso presidencial y que cada una corresponde a imágenes diferentes del Presidente. En la primera encarna al líder que tranquiliza a su pueblo e intenta dar sentido a los eventos. Después, aparece como el padre de la nación que reúne a los ciudadanos y les permite expresarse. Por fin, hace resaltar su papel de hombre político para encarar su oposición. Más generalmente, los resultados demuestran que aún hay un esbozo común a todos los discursos, esos fueron también condicionados por numerosos factores tales como la sucesión de los atentados, el calendario electoral y las reacciones de la oposición política así que la opinión pública.

Palabras claves: construcción de discursos, opinión pública, comparación, presidencia, estrategia